



# Assemblée générale

Distr. générale  
15 février 2005  
Français  
Original: anglais

## Cinquante-neuvième session

Points 118 et 123 de l'ordre du jour

### Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne

Aspects administratifs et budgétaires  
du financement des opérations de maintien  
de la paix des Nations Unies

## Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'audit mondial de la gestion de la sécurité sur le terrain

### Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	1–5	8
II. Aperçu général. . . . .	6–10	9
III. Questions relatives aux structures de sécurité. . . . .	11–38	10
A. Il existe sur le terrain différentes structures de sécurité. . . . .	11–13	10
B. Les rôles et les responsabilités dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de procédures de sécurité doivent être clarifiés . . . . .	14–19	11
C. Nécessité de réexaminer la nomination des responsables désignés et de leurs adjoints . . . . .	20–22	12
D. Nécessité d'améliorer la composition et les résultats des équipes de sécurité . . . . .	23–29	13
E. Nécessité de réorganiser les sections des missions chargées de la sécurité . . . . .	30–34	15
F. Nécessité d'établir des voies hiérarchiques et des méthodes d'établissement de rapports appropriées. . . . .	35–38	16
IV. Coordination avec le gouvernement hôte, les forces militaires extérieures et entre les entités des Nations Unies chargées de la sécurité . . . . .	39–43	17



V.	Plans et politiques de sécurité et leur application . . . . .	44–58	18
A.	Des plans de sécurité doivent être élaborés et testés . . . . .	44–48	18
B.	Nécessité d'améliorer le système des gardes de sécurité et d'actualiser quotidiennement les listes du personnel . . . . .	49–52	20
C.	Nécessité de clarifier la détermination des phases de sécurité . . . . .	53–57	21
D.	Nécessité pour le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité d'établir les normes minimales de sécurité opérationnelle en tant que principe d'action pour les missions organisées sous les auspices du Département des opérations de maintien de la paix. . . .	58	22
VI.	Budget et ressources . . . . .	59–64	22
VII.	Déploiement et administration du personnel . . . . .	65–73	24
A.	Nécessité d'améliorer la gestion des ressources humaines . . . . .	65–66	24
B.	Nécessité de mettre davantage l'accent sur la formation en matière de sécurité et l'information du personnel . . . . .	67–73	24
VIII.	Sécurité des personnes . . . . .	74–85	26
A.	Nécessité de renforcer la sécurité du personnel . . . . .	75–77	26
B.	Nécessité d'améliorer la sécurité des locaux . . . . .	78–82	27
C.	Nécessité d'acheter du matériel de sécurité et de protection . . . . .	83–85	27
IX.	Recommandations . . . . .	86–126	28

## Abréviations

BSCI	Bureau des services de contrôle interne
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OMS	Organisation mondiale de la santé
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UE	Union européenne

### Missions couvertes par l'audit

#### *Missions de maintien de la paix*

FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
MANUTO	Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental
MINUEE	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUSIL	Mission des Nations Unies en Sierra Leone
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
MONUG	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNMOGIP	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan

#### *Missions politiques et de consolidation de la paix*

BANUGBIS	Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau
BONUCA	Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine
UNOMB	Mission d'observation des Nations Unies à Bougainville

UNOWA	Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest
UNTOP	Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan

## Résumé

Le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a procédé à un audit mondial de la gestion de la sécurité sur le terrain dans 15 missions placées sous la direction du Département des opérations de maintien de la paix et dans 5 missions politiques et de consolidation de la paix placées sous la direction du Département des affaires politiques. Le BSCI a planifié et effectué les audits en étroite coordination avec le Département des opérations de maintien de la paix, le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité\* et le Programme des Nations Unies pour le développement. En évaluant l'efficacité de la gestion de la sécurité sur le terrain dans ces lieux d'affectation, l'audit avait un but principal : contribuer à améliorer la sécurité du personnel des Nations Unies sur le terrain au cours de la période actuelle marquée par des risques plus élevés.

Le BSCI a soumis au Secrétaire général un résumé des principales conclusions, qui étaient généralement conformes à celles qui figurent dans le rapport du Secrétaire général sur le renforcement et l'uniformisation du système de gestion de la sécurité pour l'ensemble des organismes des Nations Unies (A/59/365 et Corr.1 et A/59/365/Add.1 et Corr.1).

L'audit a permis de constater que des dispositifs de sécurité de base existent ou sont en cours d'amélioration dans la majorité des missions couvertes et que, dans certains lieux d'affectation, de bonnes pratiques sont en vigueur. Il a également permis de constater que le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité et le Département des opérations de maintien de la paix avaient reconnu qu'il fallait renforcer la gestion de la sécurité et que, ces dernières années, ils avaient mis en place des méthodes de coopération à cette fin.

Toutefois, l'audit a montré qu'il y avait un besoin considérable d'obtenir des améliorations dans les domaines suivants : a) es structures de sécurité, aussi bien au Siège que sur le terrain; b) es plans et les politiques en matière de sécurité et leur application; c) e déploiement et l'administration du personnel; d) a budgétisation et l'obtention de ressources; e) a coordination avec les gouvernements hôtes et les forces militaires extérieures et entre les organismes des Nations Unies; et f) a sécurité physique.

Une autre conclusion est qu'il ne semble pas être une pratique judicieuse que le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité, une entité importante qui dispose de nombreux spécialistes de la sécurité (dont sept postes financés au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix afin de fournir des conseils et une assistance en matière de sécurité aux missions dirigées par le Département des opérations de maintien de la paix), soit responsable de la sécurité des organismes des Nations Unies sur le terrain, alors que le Département, dont les effectifs chargés de la sécurité sont minuscules par comparaison, est responsable de la sécurité de dizaines de milliers de personnes chargées du maintien de la paix.

\* Dans la section XI de sa résolution 59/276 du 23 décembre 2004, l'Assemblée générale a décidé de créer le Département de la sûreté et de la sécurité, qui remplace le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité.

Bien que le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité et le Département des opérations de maintien de la paix aient mis en œuvre certains changements en matière de sécurité et publié un certain nombre de directives spéciales sur la sécurité depuis l'attaque contre les locaux des Nations Unies à Bagdad, l'audit a permis de constater que, cinq mois après la publication du rapport du Groupe d'enquête sur les responsabilités dans les défaillances du dispositif de sécurité en Iraq, un grand nombre des défaillances identifiées par le Groupe devaient encore être éliminées.

Les principales conclusions de l'audit du BSCI dans chaque domaine où des améliorations sont nécessaires sont notamment les suivantes :

#### **Structures de sécurité**

- Les rôles et les responsabilités des différents organes directeurs et des fonctionnaires chargés de la sécurité devaient être précisés.
- Il fallait réexaminer l'organisation du système de sécurité à l'échelle du pays dans plusieurs pays, car cela avait dans certains cas semé la confusion.
- Les responsables dont relevaient les agents de sécurité n'étaient pas clairement identifiés.

#### **Coordination avec les gouvernements hôtes et les forces militaires extérieures et entre les organismes des Nations Unies**

- Dans certains lieux d'affectation, aucun mémorandum d'accord ou protocole officiel (accord sur le statut des forces ou de la mission) relatif aux questions de sécurité n'avait été signé avec le gouvernement hôte et/ou les forces militaires extérieures.
- On a souvent constaté un manque de participation des différents organismes aux réunions de l'équipe de gestion de la sécurité au niveau du pays.

#### **Plans et politiques en matière de sécurité et leur application**

- Dans certains lieux d'affectation, le plan de sécurité était incomplet ou dépassé. En outre, dans de nombreux cas, les plans de sécurité n'avaient pas été mis à l'essai et n'avaient pas fait l'objet d'une répétition.
- Dans certaines missions, le système des gardes était déficient. Les communications internes entre les membres du personnel et la section de la sécurité de la mission laissaient à désirer. Le personnel des Nations Unies n'était pas suffisamment conscient de l'importance des dispositifs de sécurité dans certains lieux d'affectation.
- Il faut réexaminer le mécanisme servant à déterminer les phases de sécurité.
- Les normes minimales de sécurité opérationnelle recommandées par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité n'avaient pas encore été imposées par le Département des opérations de maintien de la paix aux missions dirigées par le Département.

#### **Budgétisation et obtention de ressources**

- Certaines missions n'avaient pas de ressources suffisantes pour pouvoir appliquer les normes de sécurité.

- Les budgets des missions ne comprenaient pas de rubrique budgétaire distincte pour les frais de sécurité permettant de planifier et de suivre d'une manière appropriée les ressources fournies et les dépenses effectuées.

#### **Déploiement et administration du personnel**

- Dans de nombreuses missions, il y avait un nombre élevé de postes vacants à la section de la sécurité. Le taux de vacance de postes variait de 39 à 86 % et, dans certaines missions, les postes restaient vacants pendant au moins deux ans.
- La formation en matière de sécurité à l'intention des responsables désignés, de certains membres de l'équipe de gestion de la sécurité et des fonctionnaires ayant des responsabilités dans ce domaine était souvent insuffisante. En outre, dans certaines missions, les fonctionnaires (jusqu'à 80 % du personnel interrogé) n'avaient pas achevé le programme de formation de base sur la sécurité mis au point par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité.

#### **Sécurité physique**

- Dans certaines missions, les dispositifs de sécurité pour les fonctionnaires désignés comme étant des « personnes à risque » étaient insuffisants; une escorte de protection rapprochée n'était pas toujours fournie aux fonctionnaires de rang supérieur et les agents de sécurité n'étaient pas armés.
- La sécurité du périmètre dans de nombreuses missions devait être améliorée.
- Dans certaines missions, les procédures de contrôle d'accès concernant l'identification, l'enregistrement et le contrôle physique des visiteurs devaient être améliorées.

Le BSCI fait une série de recommandations au Secrétaire général, au Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité et au Département des opérations de maintien de la paix qui, si elles étaient appliquées, permettraient d'améliorer la sécurité du personnel et des installations des Nations Unies sur le terrain.

## I. Introduction

1. Bien que la responsabilité de la sécurité et de la protection du personnel et des biens des Nations Unies incombe au premier chef au gouvernement du pays hôte, chaque mission et organisme des Nations Unies est responsable de la mise en place de dispositifs de sécurité correspondant à leurs responsabilités opérationnelles dans le cadre du système de gestion de la sécurité sur le terrain des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix est responsable de la sécurité et de la sûreté du personnel de maintien de la paix, et le Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité lui fournit les conseils et l'assistance techniques nécessaires à l'exercice de cette responsabilité. À cette fin, des postes ont été alloués au Bureau du Coordonnateur grâce au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix. Ils comprennent actuellement cinq postes d'administrateur et deux postes d'agent des services généraux chargés de la gestion de la sécurité dans les opérations de maintien de la paix. Depuis sa création jusqu'en mars 2002, le Département des opérations de maintien de la paix ne s'est pas occupé dans une large mesure des questions de gestion de la sécurité. Tout l'appui aux missions était fourni directement par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité. Les relations au Siège étaient généralement limitées à des contacts au niveau des fonctionnaires chargés du dossier sur une base ponctuelle. Afin de faire face à cette situation insatisfaisante, le Département a fait exécuter sur commande en avril/mai 2001 une étude indépendante, qui lui a fourni une liste de recommandations urgentes pour renforcer la gestion de la sécurité sur le terrain. L'un des résultats de cette étude a été la désignation officieuse du Chef du Centre de situation du Département comme coordonnateur pour la sécurité en mars 2002. Bien que la création d'un poste à plein temps à cette fin n'ait pas encore été approuvée, cet arrangement à temps partiel a permis au Département de commencer à mettre en place une capacité modeste pour traiter les questions de gestion de la sécurité, sur la base d'une étroite coordination avec le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité.

3. Étant donné les risques élevés posés par l'évolution de la situation en matière de sécurité, et les préoccupations croissantes concernant la sécurité et la sûreté du personnel et des biens des Nations Unies dans le monde entier, le Bureau des services de contrôle interne (BSCI), agissant en étroite coordination avec le Département des opérations de maintien de la paix, le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité et un expert en sécurité qui exerçait à l'époque les fonctions de consultant temporaire auprès du Secrétaire général adjoint, a déterminé qu'il fallait examiner à titre prioritaire les procédures concernant la sécurité sur le terrain dans le monde entier.

4. Le BSCI a effectué son audit de mai à juillet 2004 dans 15 missions dirigées par le Département des opérations de maintien de la paix et 5 missions dirigées par le Département des affaires politiques. Le Bureau a évalué les procédures en place en matière de sécurité, le niveau de coordination entre les entités participant aux opérations de sécurité, et le niveau des effectifs chargés de la sécurité; et il a déterminé s'il y avait des problèmes qui empêchaient les missions et les bureaux d'exécuter leurs mandats en matière de sécurité et de planification d'urgence.

5. Un projet du présent rapport a été transmis pour examen au Département des opérations de maintien de la paix et au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies



pour les questions de sécurité. Leurs observations ont été incorporées dans le rapport, le cas échéant, et sont indiquées en italiques.

## II. Aperçu général

6. Le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et le Secrétaire général ont publié plusieurs documents directifs qui reconnaissent l'importance capitale de la sécurité et de la sûreté du personnel des Nations Unies. Dans l'un de ces documents, daté du 28 août 2002 (A/57/365), le Secrétaire général a décrit un cadre de sécurité interinstitutions pour l'organisation générale des responsabilités dans le système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies sur le terrain. Le document définit les responsabilités des différentes entités et personnes s'occupant de la gestion de la sécurité dans les organismes des Nations Unies.

7. Le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité est responsable de l'élaboration et de la coordination des directives pour tous les organismes et missions des Nations Unies. Le Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité relève directement et agit au nom du Secrétaire général afin d'assurer une réaction cohérente de l'Organisation des Nations Unies face à toute situation d'urgence. Le Bureau du Coordonnateur collabore étroitement avec les autres départements responsables de la gestion de la sécurité, notamment le Département des opérations de maintien de la paix, le Département des affaires politiques et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix est responsable vis-à-vis du Secrétaire général de la diffusion d'orientations générales et de directives précises pour assurer la sécurité et la sûreté de tout le personnel – civil, militaire et de police – et de tous les biens déployés dans les missions dirigées par le Département des opérations de maintien de la paix. Le Service de la sûreté et de la sécurité gère la sécurité des locaux des Nations Unies dans le monde entier, et assure la protection rapprochée des fonctionnaires de rang supérieur de l'ONU. Les organismes, fonds et programmes des Nations Unies disposent également de structures complémentaires de gestion de la sécurité au sein de leurs opérations.

8. Si le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix est responsable de la sécurité et de la sûreté du personnel de maintien de la paix, le Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité lui fournit les conseils et l'assistance techniques nécessaires à l'exercice de cette responsabilité. Afin de mettre au point des procédures opérationnelles permanentes et de dispenser une formation dans certains des domaines critiques de gestion de la sécurité, le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité et le Département des opérations de maintien de la paix ont organisé trois ateliers sur la sécurité destinés aux agents-chefs du service de sécurité dans les missions de maintien de la paix en juillet 2002, août 2003 et juin 2004. Le Bureau du Coordonnateur a élaboré la doctrine de gestion des risques, qui sert de base à la politique de l'Organisation relative à la gestion des risques, et a publié les normes minimales de sécurité opérationnelle.

9. Le Département des opérations de maintien de la paix a également apporté des modifications à ses opérations de sécurité dans les missions de maintien de la paix en publiant les nouvelles procédures opérationnelles permanentes du Département pour une période d'essai d'un an à partir d'octobre 2003. En décembre 2003, le

Département a publié une politique concernant la sécurité sur le terrain en vue de son application par les missions de maintien de la paix et, en janvier 2004, il a lancé un programme de gestion de la sécurité dans les missions, qui est mis au point en tant qu'outil de gestion pour aider ceux qui sont responsables de la sécurité du personnel et des biens du Département à assumer leurs responsabilités. Comme il est indiqué dans la politique relative à la sécurité sur le terrain, le programme de gestion incorpore des politiques, des directives, des orientations et des procédures publiées sous l'autorité du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

10. Dans son rapport daté du 11 octobre 2004 sur le renforcement et l'uniformisation du système de gestion de la sécurité pour l'ensemble des organismes des Nations Unies (A/59/365), le Secrétaire général a proposé des modifications importantes de l'organisation actuelle de la sécurité au Secrétariat de l'ONU ainsi qu'un accroissement des effectifs du personnel de sécurité, en particulier sur le terrain. Le BSCI a soumis au Secrétaire général un résumé des principales conclusions de l'audit mondial, qui étaient généralement conformes à celles qui figuraient dans le rapport du Secrétaire général. Le présent rapport a pour objet de compléter le rapport du Secrétaire général en présentant les conclusions du BSCI du point de vue des conditions de sécurité dont l'existence a été constatée sur le terrain.

### **III. Questions relatives aux structures de sécurité**

#### **A. Il existe sur le terrain différentes structures de sécurité**

11. L'audit a permis de constater qu'il existait des structures de sécurité différentes dans les 20 lieux d'affectation couverts. Dans certains cas, les chefs des missions dirigées par le Département des opérations de maintien de la paix sont nommés responsables désignés pour l'ensemble du pays [Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (MANUTO) et Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO)] et, dans d'autres cas, ils sont nommés uniquement pour la zone d'opérations de la mission définie dans le mandat, par exemple à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE). Enfin, dans d'autres cas, le chef de la mission n'est pas nommé responsable désigné, mais c'est un représentant spécial adjoint du Secrétaire général ou un représentant d'un organisme, fonds ou programme dans le pays qui est nommé pour exercer ces fonctions.

12. Bien que le BSCI ait centré son attention sur les dispositifs de sécurité des missions de maintien de la paix et des missions politiques, l'audit a relevé la présence importante d'autres organismes, tels que le PNUD, le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui opèrent dans chacun des pays visités. Même si l'étendue de la dépendance administrative vis-à-vis du PNUD varie d'un pays à l'autre, tous les organismes, fonds et programmes des Nations Unies sont membres du système de gestion de la sécurité sur le terrain des Nations Unies et sont donc placés sous l'autorité du responsable désigné.

13. Tous les organismes et organisations présents dans le pays font partie du système de gestion de la sécurité sur le terrain des Nations Unies, mais la sécurité du personnel et des biens des Nations Unies est répartie d'une manière disparate entre les organismes/programmes des Nations Unies et les missions. La séparation entre la sécurité des missions de maintien de la paix et le système de gestion de la sécurité sur le terrain des Nations Unies est une approche historique qui accroît la probabilité d'une application inégale de la politique des Nations Unies en matière de sécurité. Comme il a été indiqué en août 2003 par une équipe de consultants dans son rapport sur l'évaluation des dispositifs de sécurité des Nations Unies, « il doit y avoir une politique unique des Nations Unies en matière de sécurité... », et « ... il faut qu'il y ait une seule entité servant de bureau central et de coordination pour les trois formes actuelles d'assurer la sécurité, à savoir au Siège et sur le terrain pour les organismes et pour les missions de maintien de la paix ». Le BSCI note avec satisfaction qu'à la suite de l'examen des documents A/59/365 et Corr.1 et A/59/365/Add.1 et Corr.1 effectué par la Vice-Secrétaire générale, la nécessité d'une consolidation de la fourniture de services de sécurité est actuellement examinée par les organes directeurs de l'Organisation chargés de la sécurité.

## **B. Les rôles et les responsabilités dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de procédures de sécurité doivent être clarifiés**

14. Certaines missions ont connu des difficultés pour identifier et comprendre clairement le rôle joué par les différents organes directeurs et personnes chargés de la sécurité. Il y avait également une certaine confusion lorsqu'il s'agissait de déterminer si les normes de sécurité et les directives opérationnelles du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité ou celles du Département des opérations de maintien de la paix devaient être appliquées dans les zones où opéraient à la fois des missions de maintien de la paix et des organismes des Nations Unies. Certaines missions se sont déclarées préoccupées du fait que les responsabilités du Département et du Bureau du Coordonnateur n'étaient pas suffisamment clarifiées en ce qui concerne l'exécution et le contrôle des opérations de sécurité sur le terrain et que les orientations communiquées aux missions n'étaient pas cohérentes.

15. Par exemple, le 15 septembre 2002, le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité a envoyé une lettre à tous les responsables désignés, coordonnateurs des mesures de sécurité sur le terrain et agents de liaison pour la sécurité, indiquant que « l'un des facteurs qui est devenu extrêmement clair au cours de l'opération récente d'évaluation des risques et des menaces qui a été menée au niveau interinstitutions était que les normes minimales de sécurité opérationnelle n'étaient toujours pas appliquées dans de nombreux lieux d'affectation ». Le Bureau du Coordonnateur a demandé à chaque lieu d'affectation de soumettre, le 22 septembre 2002 au plus tard, un rapport détaillé sur les domaines où les normes minimales de sécurité opérationnelle n'étaient pas appliquées dans le lieu d'affectation.

16. Le Département des opérations de maintien de la paix est entré par la suite en contact avec tous les agents-chefs du service de sécurité des missions de maintien de la paix, en faisant observer que la demande du Bureau du Coordonnateur ne

s'appliquait pas à la composante maintien de la paix pour laquelle l'adoption de directives était clairement la prérogative du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix. À cet égard, le BSCI a noté que les normes minimales de sécurité opérationnelle recommandées par le Bureau du Coordonnateur n'avaient pas été reconnues par le Département comme des normes obligatoires pour les missions placées sous sa direction.

17. De l'avis du BSCI, l'absence d'une autorité claire au Siège pour les questions de sécurité sur le terrain entraîne une confusion. Il faut uniformiser les normes de sécurité et établir un répertoire des procédures comprenant toutes les politiques et procédures en matière de sécurité afin de faciliter la cohérence de leur application et de leur suivi. En outre, l'efficacité du Bureau du Coordonnateur en ce qui concerne les questions de sécurité dans les missions de maintien de la paix dépend des instructions données par le Département pour que les missions de maintien de la paix appliquent les recommandations du Bureau.

18. Les rôles et les responsabilités respectifs des organes de sécurité dans la zone d'opérations de la mission doivent être clarifiés. Par exemple, les responsabilités du personnel de sécurité du Bureau du Coordonnateur en Afghanistan et celles du personnel de sécurité de la MANUA doivent être clairement définies, afin d'éviter les doubles emplois des activités dans la région. De même, au Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP), il y avait une confusion au sujet des rôles respectifs du chef de la mission et des responsables désignés au Pakistan et en Inde concernant les questions de sécurité.

19. Dans certaines missions établies de longue date, la structure d'organisation de la sécurité exige la création d'un poste d'agent de la sécurité civile. Il faut examiner en détail le rôle et les responsabilités qui seront attribués au nouvel agent civil de sécurité sur le terrain et à sa place dans la structure générale de sécurité par rapport au chef de la mission, au chef de l'administration et à la composante militaire, afin d'assurer la poursuite de l'exécution coordonnée du programme de sécurité dans les missions.

### **C. Nécessité de réexaminer la nomination des responsables désignés et de leurs adjoints**

20. Dans tous les pays où l'ONU est présente, un fonctionnaire est nommé en tant que responsable désigné pour la sécurité. Il rend compte au Secrétaire général par l'intermédiaire du Coordonnateur des Nations Unies des mesures de sécurité. Compte tenu des circonstances particulières à chaque lieu d'affectation, les chefs des missions de maintien de la paix ou autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies peuvent également être nommés responsables désignés.

21. Toutefois, les structures administratives pour la sécurité étaient différentes suivant les pays. Par exemple, on comptait deux responsables désignés avec des domaines de responsabilité différents en Érythrée (MINUEE) et plusieurs responsables désignés adjoints en Israël et dans les territoires autonomes. De l'avis du Bureau, l'existence de deux responsables désignés ou de plusieurs responsables désignés adjoints dans la même zone d'opérations a nui à l'efficacité du programme relatif à la sécurité. Les rôles respectifs des deux responsables désignés en Érythrée, par exemple, devaient être définis plus clairement car l'audit a révélé que cela suscitait la confusion concernant le pouvoir de déclarer ou de réviser les phases de

sécurité dans le pays. De l'avis du BSCI, la nomination de trois responsables désignés adjoints et de deux coordonnateurs des mesures de sécurité sur le terrain pour divers secteurs en Israël et dans les territoires autonomes doit également être réexaminée car elle n'est pas conforme au cadre des responsabilités en matière de gestion de la sécurité qui ne prévoit pas de telles structures dans ce domaine.

22. Le BSCI a également noté que les représentants résidents du PNUD, nommés responsables désignés dans certains pays, disposaient d'une capacité opérationnelle et financière limitée pour mettre en œuvre et superviser le programme relatif à la sécurité, étant donné que le plan de sécurité à l'échelle du pays, dans de tels cas, dépendait entièrement de la mission de maintien de la paix présente dans la région. Le Bureau estime qu'il est nécessaire de réexaminer la question de la nomination des responsables désignés dans certains lieux d'affectation, compte tenu des ressources des missions ou bureaux en matière de sécurité dans le pays concerné.

#### **D. Nécessité d'améliorer la composition et les résultats des équipes de sécurité**

23. Une équipe de sécurité comprend les représentants de chaque organisme, fond, programme et mission des Nations Unies présent au lieu d'affectation, qui conseillent le responsable désigné pour toutes les questions liées à la sécurité. Dans l'ensemble, le BSCI a constaté que la composition des équipes était adéquate. Toutefois, dans certains pays, elles ne comprenaient pas de représentants de tous les organismes et institutions des Nations Unies au lieu d'affectation.

24. La composition des équipes de sécurité variait. Certaines missions dirigées par le Département des opérations de maintien de la paix disposent de leur propre équipe de sécurité ou d'un comité de gestion de la sécurité, en plus de l'équipe à l'échelle du pays, et d'autres opérations de pays disposaient d'une équipe de sécurité. D'où la nécessité d'améliorer la coordination entre les équipes de sécurité d'une mission et celles à l'échelle du pays. De même, certaines équipes de mission devaient réviser leur composition et réaffirmer énergiquement leurs responsabilités (MINUEE et MINURSO).

25. L'une des principales responsabilités des membres de l'équipe de sécurité consiste à se réunir périodiquement afin d'examiner la situation et de veiller à ce que la sécurité soit gérée de manière efficace au lieu d'affectation. L'équipe doit également établir des normes minimales de sécurité opérationnelles au lieu d'affectation et superviser leur mise en œuvre. Dans certains lieux d'affectation, les équipes de sécurité n'ont pas réussi à exécuter les responsabilités qui leur avaient été confiées comme indiqué ci-dessous :

a) Les réunions de l'équipe de sécurité n'étaient pas convoquées de manière régulière et les membres et chefs de secrétariat des organismes en étaient souvent absents dans certains lieux d'affectation (Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et organismes des Nations Unies en Israël et dans les territoires autonomes);

b) Les normes minimales de sécurité opérationnelle et les normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile n'avaient pas encore été pleinement établies dans de nombreuses missions; de plus, l'application de ces dernières devait être clarifiée;

c) Aucune date limite n'avait été fixée pour l'application des normes minimales de sécurité opérationnelle dans 9 des 20 missions dont les comptes avaient été vérifiés.

26. L'un des problèmes communs était l'absence de contrôle de l'application des normes minimales de sécurité opérationnelle. Par exemple, les auditeurs ont examiné l'application des normes révisées pour le Libéria et constaté que, si elles comprenaient 77 catégories d'articles, la Mission n'en avait pas appliqué pleinement 21. Dans certains lieux d'affectation, les normes propres à un pays n'avaient pas encore été approuvées par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité et, partant, n'avaient pas encore été appliquées.

27. À la MINUEE, un examen détaillé des résultats de l'équipe de sécurité par rapport aux responsabilités qui lui avaient été confiées a permis d'identifier les problèmes suivants :

a) De graves problèmes en matière de politique générale concernant la sécurité, par exemple la nouvelle politique du Département des opérations de maintien de la paix et ses consignes permanentes, ne figuraient pas à l'ordre du jour des réunions de l'équipe de sécurité de la Mission;

b) Aucun élément ne permettait d'affirmer que l'équipe de la Mission avait examiné le plan de sécurité et sa mise à l'essai, afin de s'assurer qu'il fonctionne efficacement;

c) La Mission ne disposait pas d'une liste à jour de son personnel. Il n'y avait pas de document montrant que l'équipe avait examiné cette question à l'une de ses réunions;

d) L'enquête sur les préposés à la sécurité de la zone, effectuée par les auditeurs, a montré qu'ils n'avaient reçu ni la formation ni le matériel leur permettant d'exercer leurs responsabilités;

e) Rien ne prouvait que l'équipe de sécurité de la Mission contrôlait les normes minimales de sécurité opérationnelle et assurait leur application;

f) L'équipe de sécurité n'établissait pas de minutes de ses réunions.

28. De l'avis du BSCI, le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité et le Département des opérations de maintien de la paix devraient appeler l'attention des responsables désignés et des chefs de mission sur le caractère insatisfaisant des résultats obtenus, lorsque les équipes de sécurité ne s'acquittent pas pleinement de leurs obligations.

29. On notera également que ni le rapport du Secrétaire général, en date du 28 août 2002 (A/57/365), ni le *Manuel de sécurité des Nations Unies* ne définissait clairement les rôles et responsabilités des équipes de sécurité des missions et leur coordination avec les équipes de sécurité à l'échelle des pays. Il est indispensable de préciser, dans les documents des Nations Unies sur la politique à suivre en matière de sécurité, les objectifs et mandats des équipes de sécurité des missions.

## **E. Nécessité de réorganiser les sections des missions chargées de la sécurité**

30. Dans des missions comme la MANUTO, le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BANUGBIS), le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan et le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest, l'organisation et les responsabilités en matière de sécurité étaient généralement conformes au cadre des responsabilités pour le système de gestion de la sécurité des Nations Unies sur le terrain. Toutefois, des améliorations importantes devaient être apportées, dans certaines missions, à la structure organisationnelle des sections chargées de la sécurité, y compris la supervision requise par les responsables de la mission et la gestion effective des opérations de sécurité courantes. Il fallait également réexaminer les questions relatives au contrôle de la sécurité et aux procédures normalisées de fonctionnement concernant la sécurité des missions, afin d'examiner la vaste gamme d'opérations à effectuer dans le cadre des missions. Les missions ont parfois des opérations et structures différentes en matière de sécurité en fonction des personnes chargées de la sécurité, qu'il s'agisse de personnel militaire ou de personnel civil.

31. Le BSCI a formulé un certain nombre d'observations concernant les arrangements en matière d'organisation de la sécurité et les modèles établis. Les problèmes rencontrés dans certains lieux d'affectation sont décrits ci-dessous :

a) En ce qui concerne la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) et la FINUL, l'absence d'un poste d'agent de sécurité pour les missions civiles et la politique de renouvellement du personnel militaire à court terme, auxquelles s'ajoute un manque d'officiers supérieurs, compromettaient gravement les efforts du commandant de la Force et chef de mission visant à élaborer, appliquer et maintenir un plan efficace de gestion de la sécurité à l'échelle de la mission et du pays. Le BSCI a noté avec satisfaction que le 18 juin 2004, l'Assemblée générale, dans ses résolutions 58/306 et 58/307, avait approuvé la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant le financement de postes supplémentaires de chef de la sécurité pour ces missions;

b) En ce qui concerne la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG), il n'existait aucun cadre de gestion documenté liant le chef de la sécurité, le chef des observateurs militaires et le chef de la police civile pour l'application de la politique de sécurité en cas de crise. Un tel cadre devrait lier la structure, la coordination des rôles, l'échange d'informations et les méthodes effectives d'opération, afin d'assurer une gestion efficace en cas d'urgence; et

c) La présence du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Moyen-Orient, au sein du quartier général de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) à Jérusalem, exige un examen administratif, afin de déterminer la mesure dans laquelle cette situation présente un risque en matière de sécurité.

32. Si certaines missions disposent d'une section de la sécurité civile, dans d'autres, c'est le personnel militaire qui s'acquitte essentiellement des fonctions de sécurité. La situation a abouti à une application disparate des procédures normalisées de fonctionnement. Dans ce contexte, les responsabilités établies dans

le cadre des nouvelles structures/modèles d'organisation de la sécurité, envisagées par le Département des opérations de maintien de la paix, doivent être révisées, notamment dans la mesure où la sécurité dans les missions les plus anciennes sera gérée « conjointement » par le personnel militaire et le personnel civil. Il est indispensable de clarifier les concepts de commandement, contrôle et responsabilité contenus dans le programme de gestion de la sécurité en ce qui concerne l'ONUST, la FNUOD, la FINUL, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) et la MINUEE. Par ailleurs, la politique générale du Département n'examine pas la manière dont les capacités de sécurité militaires et civiles sont combinées en une structure efficace en matière de sécurité, de commandement et de contrôle, sous la direction du chef de la sécurité.

33. Le BSCI a noté que la planification, la coordination et le contrôle de la fonction de sécurité devaient être améliorés afin de faire en sorte que la capacité et la préparation des éléments des missions chargés de la sécurité puissent s'acquitter de leur mandat (UNFICYP, FINUL et ONUST).

34. Les problèmes organisationnels concernant la sécurité dans certaines missions résultaient également d'une mauvaise appréciation de l'importance de la sécurité (Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, MINUEE). De l'avis du BSCI, les chefs de mission doivent jouer un rôle plus actif en matière de direction et de supervision, afin d'assurer l'application d'un programme efficace en matière de sécurité des missions.

## **F. Nécessité d'établir des voies hiérarchiques et des méthodes d'établissement de rapports appropriées**

35. L'examen par le BSCI des méthodes d'établissement de rapports dans les cadres relatifs à la sécurité des missions a fait apparaître la nécessité de renforcer l'obligation redditionnelle dans des missions comme la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et la Mission des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Par exemple, d'après les procédures normalisées de fonctionnement, le chef de la sécurité fait également fonction de conseiller de la mission pour la sécurité, avec un accès direct au chef de la mission pour toutes les questions relevant de la sécurité. Il dirige la Section de la sécurité sous la supervision du Directeur de l'administration. Toutefois, le BSCI a noté que les chefs de la sécurité ne faisaient pas rapport aux chefs de mission et n'étaient pas évalués par eux. De plus, on notait une certaine confusion et une réticence de la part de certains chefs de l'administration à appliquer pleinement ce système d'établissement de rapports.

36. En outre, les postes de chef de la sécurité figuraient souvent aux classes les plus basses dans le classement des emplois (certains à la classe FS-5/4 et d'autres à la classe P-4/3). Par ailleurs, la méthode actuelle de recrutement, consistant à sélectionner des anciens officiers pour des postes de sécurité de la catégorie des administrateurs, comme les chefs de la sécurité, qui ne tient pas compte des critères à remplir pour la fonction de sécurité, y compris les disparités apparentes dans le classement des postes par rapport aux responsabilités effectives, créait une insatisfaction sous-jacente parmi le personnel chargé de la sécurité dans certaines missions.



37. Si la composition des unités militaires chargées de la planification de sécurité, de la sécurité des installations et des enquêtes était généralement conforme aux critères énoncés dans la structure générale du Département des opérations de maintien de la paix, il était nécessaire dans certaines missions, comme à la FINUL, à la FNUOD, à l'ONUST et à l'UNFICYP de définir la coordination militaire et civile, les voies hiérarchiques et les responsabilités de chaque composante de sécurité.

38. Un autre problème en matière de rapports observé à la MINUEE et à l'ONUST concernait la responsabilité de la sécurité au niveau du pays. Les missions étaient peu sensibilisées à l'obligation redditionnelle et aux relations de travail concernant les rôles joués par les responsables désignés pour le pays et les différents secteurs et régions.

#### **IV. Coordination avec le gouvernement hôte, les forces militaires extérieures et entre les entités des Nations Unies chargées de la sécurité**

39. Le BSCI a examiné la coordination entre les entités chargées de la sécurité aux divers lieux d'affectation. Dans l'ensemble, la coordination interorganisations était inadéquate et la communication et la coopération avec les gouvernements hôtes et autres partenaires de sécurité devaient être renforcées à la MINURSO, à la MINUK, au BANUGBIS et à la MANUA. On notera toutefois que, dans certains lieux d'affectation, comme la MANUTO et le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan, la coordination entre les organisations et avec le gouvernement hôte était satisfaisante. Par exemple, à la MANUTO, le chef de la mission informait chaque semaine l'administration sur les questions ayant trait à la sécurité. *Le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué que la MINUK avait entrepris une réforme radicale de ses procédures en matière de sécurité. Il a ajouté que la Mission avait, dans ce contexte, renforcé la coordination avec les organismes des Nations Unies, la police civile et la force de paix au Kosovo (KFOR). Le Département a également précisé que les autorités locales n'assumaient aucune responsabilité dans le domaine réservé de la sécurité et en ce qui concerne le régime du droit en général, car la MINUK assumait la fonction d'administration, comme demandé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1244 (1999) du 10 juin 1999.*

40. Si la responsabilité principale de la sécurité des fonctionnaires et des biens des Nations Unies dans le pays doit être assumée par le gouvernement hôte, dans six lieux d'affectation, aucun mémorandum d'accord ou protocole concernant l'aide à la mission en cas de crise n'avait été signé avec le gouvernement hôte. Il était essentiel de négocier ou renégocier avec les ambassades étrangères et autres partenaires associés au plan pour établir des zones de sécurité, des points de regroupement et à définir des moyens d'évacuation, comme les transports aériens ou maritimes (MINURSO, Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et BANUGBIS). Par exemple, la MINURSO devrait améliorer sa coordination interne et la coordination avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et les autorités locales sur les questions de sécurité, comme l'élaboration et l'officialisation d'un plan d'évacuation (par l'Algérie), pour le Bureau de liaison de Tindouf.

41. Dans un autre cas, d'aucuns croyaient que l'évacuation du personnel des Nations Unies serait organisée et arrangée par les forces françaises stationnées à Dakar. Toutefois, dans son entretien avec l'équipe d'audit, le commandant des forces françaises a précisé que la priorité en matière d'évacuation serait accordée aux citoyens français et ensuite aux ressortissants de l'Union européenne. L'assistance aux autres personnels, y compris le personnel des Nations Unies, dépendrait de leur capacité de fournir une assistance à ce stade. Le commandant a ajouté qu'il n'existait pas d'accord permanent avec l'ONU ni avec aucun pays et que, si l'Organisation devait évacuer son personnel en cas d'urgence, elle devrait obtenir un accord officiel au plus haut niveau, au Siège, de New York. Le BSCI a également observé une situation analogue à la MANUA. Aucun protocole officiel n'avait été conclu avec les Forces de la coalition, bras armé de l'OTAN, pour fournir une assistance au personnel des Nations Unies en matière de sécurité.

42. Il fallait par ailleurs renforcer considérablement la coordination de la fonction de sécurité au sein de certaines missions, afin de donner les moyens à la section de la sécurité des missions d'exécuter son mandat et d'assurer l'application opérationnelle du cadre des responsabilités (MINUEE, FNUOD et ONUST). Les équipes d'audit ont formulé des recommandations spécifiques dans leurs rapports respectifs publiés sur le terrain concernant l'amélioration de la coordination.

43. La coordination entre le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité et le Département des opérations de maintien de la paix sur les questions relatives aux mesures à prendre en matière de sécurité devait également être renforcée. Par exemple, le 22 avril 2004, le Bureau a approuvé les normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile pour l'Érythrée, avec effet immédiat. Toutefois, cette directive n'a été soumise aux Opérations de sécurité du Département, pour un avis quant à son applicabilité à la MINUEE, que le 27 mai 2004.

## **V. Plans et politiques de sécurité et leur application**

### **A. Des plans de sécurité doivent être élaborés et testés**

44. Le plan de sécurité constitue l'élément essentiel du système de sécurité et le principal outil de gestion pour la préparation au lieu d'affectation. Dans les missions menées sous les auspices du Département des opérations de maintien de la paix, le plan de sécurité constitue l'élément principal du programme de gestion de la sécurité sur le terrain lancé par le Département et présenté à tous les chefs des missions dirigées par lui, en janvier 2004. Conformément aux exigences du cadre des responsabilités pour le système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies sur le terrain (A/57/365), le responsable désigné veille au respect des dispositions contenues dans le *Manuel de sécurité des Nations Unies*, il élabore et applique le plan de sécurité pour le lieu d'affectation, dans le but d'assurer la sécurité du personnel et des opérations des organismes des Nations Unies. On notera toutefois que le Département procède encore à l'intégration du personnel de maintien de la paix dans le cadre des responsabilités.

45. La plupart des lieux d'affectation avaient établi des plans de sécurité détaillant les aspects essentiels, comme un plan d'évacuation, un plan de gestion des crises et d'autres critères établis. Toutefois, le BSCI a constaté de nombreux cas de non-

respect des dispositions énoncées dans les plans de sécurité et noté les déficiences suivantes qui nuiront à l'efficacité du plan lors d'une intervention face à une situation d'urgence, si elles ne sont pas immédiatement rectifiées :

- a) Les procédures normalisées de fonctionnement exigeaient que les plans de sécurité dans la zone d'opérations soient soumis à des exercices d'alerte rigoureux, évalués et modifiés, si nécessaire, en consultation avec le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité, mais de nombreuses missions ne se conformaient pas à cette obligation;
- b) Certaines missions n'effectuaient pas les exercices d'alerte et les répétitions simulant des situations d'urgence;
- c) Dans certains cas, les plans de sécurité n'ont pas été établis ou actualisés pendant plus d'un an;
- d) Les procédures normalisées de fonctionnement pour les situations d'urgence et le plan de gestion des crises, y compris des scénarios éventuels comme enlèvements, décès, arrestations et détentions de membres du personnel, n'ont pas été élaborées;
- e) Certaines missions n'ont pas établi ni testé de plans d'évacuation ou de plans médicaux. L'examen effectué par le BSCI a montré que le plan d'évacuation n'avait pas été testé dans 17 missions et le Plan d'évacuation sanitaire dans 13 des 20 lieux d'affectation dont les comptes ont été vérifiés;
- f) Les moyens médicaux et d'évacuation étaient souvent insuffisants;
- g) Les procédures relatives à la sécurité des missions devaient être améliorées dans les domaines du cadre institutionnel, des orientations de politique générale et de l'application des plans de sécurité.

46. Des observations critiques ont également été formulées concernant les plans de sécurité pour les missions et à l'échelle des pays. Par exemple, l'ONUCI ne disposait d'aucun plan de sécurité détaillé propre à la mission et les procédures relatives aux opérations de sécurité n'avaient pas été officialisées, documentées ou diffusées. *Le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué que l'ONUCI révisait actuellement son plan de sécurité, afin de remédier aux déficiences mentionnées dans le projet de rapport et comptait achever le projet d'ici au 31 janvier 2005.* Si le plan de sécurité à l'échelle du pays pour Israël et les territoires autonomes était détaillé et reflétait les contributions de 15 organismes et missions des Nations Unies, certaines organisations n'étaient pas incluses dans le Plan, mettant inutilement leur personnel en danger.

47. La Mission d'observation des Nations Unies à Bougainville n'était pas préparée à faire face à une situation d'urgence en raison des problèmes critiques suivants : un bateau d'évacuation devait être réparé, les extincteurs d'incendie n'étaient pas maintenus en état de marche depuis 1998, les lignes téléphoniques étaient parfois coupées en raison des retards de paiement des factures et les communications radio n'avaient pas encore été établies. De l'avis du BSCI, ces problèmes exigent l'attention urgente des responsables.

48. À la MINUEE, la section du plan de sécurité relative à l'évacuation n'avait pas été actualisée ni testée depuis mars 2002, ce qui créait un risque critique sur le plan de la sécurité. *Le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué que*

le plan de sécurité et d'évacuation à l'échelle de la Mission, qui était en cours de révision au moment de l'audit, avait été achevé depuis lors. La MINUK n'avait pas établi de plan de gestion des crises ou de procédure d'urgence. *Le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué que la MINUK continuait à améliorer son plan de gestion des crises, compte tenu des enseignements tirés des violences de mars 2004, et qu'elle avait actualisé son plan de sécurité et son plan d'évacuation à l'échelle de la Mission, pour tenir compte de l'évolution des facteurs environnementaux.* Des problèmes analogues ont été identifiés par le Groupe d'enquête sur les responsabilités dans les défaillances du dispositif de sécurité en Iraq. Dans son rapport du 3 mars 2004, le Groupe a déclaré que l'absence de planification d'urgence par les Nations Unies en cas d'attaque faisant de nombreuses victimes est clairement apparue dans la mission de sauvetage. Il n'y a eu aucune action systématique ou organisée de la part des fonctionnaires en ce qui concerne les postes de commandement, les points de rassemblement ou la recherche des victimes, tandis qu'ils quittaient le site soit par leurs propres moyens soit par évacuation sanitaire. On a également noté une pénurie de fournitures médicales, et troussees de premiers secours.

## **B. Nécessité d'améliorer le système des gardes de sécurité et d'actualiser quotidiennement les listes du personnel**

49. Dans son rapport publié en mars 2004, le Groupe d'enquête sur les responsabilités dans les défaillances du dispositif de sécurité en Iraq a déclaré que certaines organisations ne tenaient pas à jour de liste du personnel, ce qui a entraîné des difficultés le 19 août car personne n'a pu donner le nombre exact des membres du personnel au Canal Hotel ou donner des informations sur ceux qui se trouvaient dans le pays et pouvaient être en danger et devaient peut-être être évacués. Bien que quelque temps ait passé depuis l'observation du Groupe, le BSCI a noté dans son audit que plusieurs missions n'avaient pas remédié à ce problème.

50. Les listes du personnel, y compris les personnes à charge le cas échéant, et les informations sur les personnes à contacter étaient dépassées ou maintenues de manière inappropriée. Par exemple, à la MINUK, les listes du personnel étaient établies avec un mois de retard. À la MINUEE, 20 fonctionnaires recrutés sur le plan international, qui avaient déjà quitté la mission, figuraient toujours sur la liste principale des fonctionnaires internationaux et sur la liste du personnel international essentiel de la Mission. De l'avis du BSCI, ces problèmes résultaient du manque d'efficacité du système des gardes de sécurité. *Le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué que la MINUEE mettait à jour sa liste des membres du personnel.*

51. Dans 14 des missions auditées, le système des gardes de sécurité était inadéquat ou devait être amélioré. Par exemple :

a) Le système des gardes de la MINUK n'a pas fonctionné lors des incidents de mars 2004, du fait du manque de communications et de l'absence de formation et d'exercice pour les gardes et le personnel. Le système des gardes de l'ONUCI a également été jugé inefficace. *Le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué que la MINUK avait actualisé et amélioré son système de gardes. La Mission a lié les contrôles d'identité à l'arrivée et au départ au système de la Section de la sécurité afin de donner une vue d'ensemble du personnel*

*de la Mission, y compris la mise à jour du système des gardes. La MINUK a également distribué des radios portatives aux membres de son personnel international et national;*

b) Un contrôle radio a révélé qu'on ignorait où se trouvaient plus de 60 membres du personnel de la MANUA à Kaboul à quelque moment que ce soit;

c) À la MINUL, les gardes de sécurité n'avaient pas reçu une formation adéquate et étaient nommés pour des zones autres que celles de leur résidence. *Le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué que la MINUL avait établi des dossiers d'information détaillés qui ont été distribués à tous les gardes. Chaque garde avait reçu le texte de l'idée conceptuelle et de la vue d'ensemble du plan de sécurité pour la MINUL.*

52. Dans certaines missions, les membres du personnel ignoraient la présence des gardes de sécurité et les communications internes entre le personnel et la Section de la sécurité de la mission étaient inadéquates.

### **C. Nécessité de clarifier la détermination des phases de sécurité**

53. Le système des Nations Unies utilise cinq phases de sécurité spécifiques pour décrire les mesures de sécurité à appliquer dans un pays donné en fonction des conditions de sécurité prévalentes. Le responsable désigné, après consultation avec l'équipe de gestion de la sécurité (pour les phases I et II) et autorisation du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité et du Secrétaire général (pour les phases III, IV et V), peut déclarer des phases de sécurité dans sa région.

54. Le BSCI a comparé les différentes phases de sécurité dans plusieurs missions et noté des disparités concernant leur détermination. De plus, dans certains cas, les missions se trouvant dans des zones de conflit contiguës ont des phases de sécurité différentes motivées par des facteurs ayant peu à voir avec la sécurité, comme les convenances familiales et le versement d'indemnités, nuisant de ce fait à l'efficacité et à la crédibilité des objectifs de sécurité et des processus inhérents. Par exemple, il existe différentes phases en Israël/Cisjordanie/Gaza, alors que le conflit est non discriminatoire quant à l'endroit où la violence ou le potentiel de violence pourrait apparaître. De l'avis du BSCI, la zone d'opérations de l'ONUST déclarée comme phase de sécurité I doit être révisée compte tenu de l'instabilité continue dans la région en matière de sécurité.

55. Dans un autre cas, comme indiqué au paragraphe 21 plus haut, l'imprécision des procédures concernant les voies hiérarchiques et l'établissement des rapports entre le Siège et le personnel de sécurité des différents organismes, de même que le fait que les deux responsables désignés pour la sécurité en Erythrée n'aient pas coordonné leurs actions ni convenu des mesures à prendre, ont suscité la confusion quant à la question de savoir qui était habilité à déclarer ou réviser une phase de sécurité dans le pays et à approuver les voyages hors mission de fonctionnaires se rendant à un endroit relevant de la phase III.

56. Par exemple, en février 2004, le responsable désigné de pays a déclaré la route Asmara-Massawa comme relevant de la phase III. Le 25 février, l'équipe de gestion de la sécurité de la Mission a examiné les incidences de cette phase, laquelle a été approuvée par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de

sécurité. L'annonce de la phase III a été perçue négativement car le personnel de la MINUEE se rendait à Massawa pour se reposer et se divertir. L'équipe de sécurité craignait que l'annonce n'affecte le moral du personnel civil et militaire car la Mission ne bénéficiait pas du privilège du congé de récupération ou d'autres options en matière de loisirs. Le Représentant spécial du Secrétaire général, responsable désigné pour la zone d'opérations de la Mission, a désigné la route reliant Asmara à Massawa et la ville de Massawa comme faisant partie de la zone de la mission, annulant de ce fait la déclaration du responsable désigné de pays concernant la phase III, lui rendant effectivement le statut de phase I. Le personnel de la Mission a été autorisé à se rendre dans la zone.

57. De ce fait, le personnel des Nations Unies récupérait suivant des phases de sécurité différentes au même endroit pour différentes organisations des Nations Unies. *Le Département de la sûreté et de la sécurité a indiqué que la situation difficile résultait de l'arrangement pris avant l'adoption de la résolution 59/276 de l'Assemblée générale, section XI, aux termes de laquelle le personnel civil des missions de maintien de la paix des Nations Unies ne relevait pas de l'autorité du responsable désigné nommé sous l'égide du système de gestion de la sécurité des Nations Unies sur le terrain.* La décision de la MINUEE d'ignorer de facto la déclaration du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité visant à placer certaines parties de l'Érythrée sous la phase III est analogue à une critique figurant dans le rapport du Groupe d'enquête indépendant sur la sécurité et la sûreté du personnel des Nations Unies en Iraq, en date du 20 octobre 2003, selon lequel les politiques et décisions des Nations Unies en matière de sécurité avaient une dimension clairement politique qui primait souvent sur les intérêts de sécurité en jeu dans la protection de leur personnel.

**D. Nécessité pour le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité d'établir les normes minimales de sécurité opérationnelle en tant que principe d'action pour les missions organisées sous les auspices du Département des opérations de maintien de la paix**

58. Comme indiqué au paragraphe 16 ci-dessus, bien que le Bureau du Coordonnateur ait recommandé l'application des normes minimales de sécurité opérationnelle, le Département des opérations de maintien de la paix n'a pas établi ces directives en tant que principe d'action dans les missions qu'il dirige. Toutefois, le BSCI a noté que les missions dirigées par le Département utilisaient ces règles dans la mise en œuvre de leurs programmes de gestion de la sécurité. Ainsi, elles appliquent de facto ces normes pour la mise en œuvre de leurs programmes de sécurité, alors que *de jure* elles ne sont pas soumises à ces règles.

## **VI. Budget et ressources**

59. Les principales préoccupations identifiées par le BSCI dans plusieurs missions, y compris le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République Centrafricaine (BONUCA), la MANUA, la FNUOD, la MINUEE, la MINUL et la MINUK, étaient la pénurie de ressources pour organiser

la fonction de sécurité, conformément aux prescriptions des normes minimales de sécurité opérationnelle, aux procédures normalisées de fonctionnement et à la politique en matière de sécurité sur le terrain du Département des opérations de maintien de la paix, et le manque de personnel de sécurité qualifié. De ce fait, les missions n'appliquaient pas pleinement les consignes de sécurité et étaient incapables de gérer effectivement leurs opérations dans ce domaine. Le BSCI note avec satisfaction que, dans son rapport du 11 octobre 2004 (A/59/365), le Secrétaire général a souligné la nécessité d'augmenter sensiblement l'effectif du personnel de sécurité, en particulier sur le terrain, afin d'assurer un niveau de sécurité adéquat pour le personnel des Nations Unies travaillant dans divers lieux d'affectation.

60. L'examen par le BSCI de la budgétisation des besoins en matière de sécurité a également montré que les réalisations escomptées, les indicateurs de résultats et les produits relatifs à la sécurité ne figuraient pas dans le budget ou n'y étaient pas énoncés clairement. Ces lacunes dans la planification du budget ont été observées à 17 lieux d'affectation, y compris la MINURSO, la MINUL, le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan, la MONUG et la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL).

61. Les budgets des missions ne comportaient pas de poste séparé pour les dépenses de sécurité. Les fonds alloués pour les postes, la formation et le matériel concernant la sécurité étaient intégrés dans le montant total de la rubrique de dépenses de la mission. De l'avis du BSCI, l'établissement de postes budgétaires séparés pour les dépenses de sécurité facilitera la planification et le contrôle des dépenses liés aux opérations de sécurité dans les missions.

62. Dans certains cas, la mission n'établissait pas correctement les prévisions budgétaires. Par exemple, la MINUEE a estimé le coût de la réinstallation de son siège à Asmara à 7 millions de dollars et soumis sa proposition au Département des opérations de maintien de la paix, qui l'a approuvée en juin 2004. Toutefois, lors de l'audit, les ressources financières au titre de la sécurisation du nouveau site n'avaient pas été incluses dans le montant approuvé. De même, la Section de la sécurité de la MINUEE n'avait pas été associée au processus consultatif pour la sélection de nouveaux sites.

63. Dans un autre cas, la MINURSO a demandé une augmentation de crédit d'environ 3 millions de dollars pour l'exercice 2003/04, afin de financer le coût de 22 postes d'agents internationaux et de 45 postes d'agents recrutés sur la plan national, pour renforcer la fonction de sécurité de la Mission, à la suite d'une étude technique de la sécurité effectuée par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité. Toutefois, il n'y avait aucune correspondance entre le Département des opérations de maintien de la paix et la MINURSO sur cette question et le Département n'a apparemment pas répondu à la demande.

64. En mai 2003, le Département a demandé à la MINURSO de prévoir ses dépenses en partant de l'hypothèse qu'elle maintiendrait son effectif actuel. La Mission a informé le BSCI que, sur la base de cette instruction, elle n'avait pas demandé de personnel de sécurité supplémentaire dans son projet de budget pour l'exercice 2004/05.

## **VII. Déploiement et administration du personnel**

### **A. Nécessité d'améliorer la gestion des ressources humaines**

65. Dans plusieurs missions, l'effectif des sections de sécurité était inadéquat. Le taux de vacance de poste pour les fonctions de sécurité allait de 39,6 % à la MINUL à 86,2 % à l'ONUCI. D'après le chef de la sécurité de la MINUK, la Section de la sécurité était presque totalement inopérante en raison du manque de personnel et du caractère inapproprié des compétences et de l'expérience du personnel actuel en matière de sécurité. L'exercice de la fonction de sécurité était également entravé par l'absence d'un poste d'agent de sécurité (mission civile) à la FNUOD et d'un analyste qualifié et compétent en matière de sécurité à la MANUA.

66. Plusieurs missions avaient des difficultés à recruter en temps voulu du personnel de sécurité compétent et expérimenté pour diverses raisons, comme les conditions difficiles, le classement des postes à un bas niveau et le montant insuffisant des indemnités. Dans certaines missions, des postes demeuraient vacants pendant deux ans. Le manque de financement était une autre raison du sous-effectif dans certaines missions, comme la MINURSO, la Mission d'observation des Nations Unies à Bougainville et la MINUK. Les ressources allouées à la sécurité n'étaient pas toujours utilisées avec efficacité. À l'ONUST, le personnel de sécurité exécutait des tâches sans rapport avec la sécurité.

### **B. Nécessité de mettre davantage l'accent sur la formation en matière de sécurité et l'information du personnel**

67. La formation en matière de gestion de la sécurité et du stress est obligatoire pour tous les responsables désignés et les membres des organes de sécurité qui sont chargés de veiller à ce que le personnel reçoive une formation appropriée et soit informé des arrangements et procédures en matière de sécurité. Le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité dispense une formation spécifique aux responsables désignés et aux équipes de gestion de la sécurité sur le terrain, élabore des programmes de formation et publie des brochures d'information sur les questions de sécurité à l'intention des fonctionnaires des Nations Unies. En 2003, le Bureau a établi un programme de formation intitulé « Notions de base de sécurité sur le terrain : protection, santé et bien-être des fonctionnaires », qui avait pour but de sensibiliser les fonctionnaires aux dangers potentiels auxquels ils peuvent être confrontés dans les missions. Le Bureau du Coordonnateur et le Département des opérations de maintien de la paix ont également organisé des stages de formation périodiques pour les chefs de la sécurité de toutes les missions de maintien de la paix.

68. Si le BSCI apprécie les efforts déployés par le Bureau du Coordonnateur et le Département afin d'établir et de diffuser un programme continu de sécurité, il a noté que la formation demeurait une préoccupation majeure dans de nombreuses missions. Certains responsables désignés n'avaient pas reçu une formation appropriée et le personnel de sécurité n'était pas formé de manière appropriée. Par exemple, les responsables désignés et les membres des équipes de gestion de la sécurité du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le



Pakistan n'avaient pas reçu de formation et les agents de sécurité de la MONUG n'étaient entraînés qu'au maniement des armes à feu.

69. Le BSCI a également constaté que, si dans la plupart des missions, tous les fonctionnaires avaient suivi un stage d'initiation et d'orientation sur les questions de sécurité à leur arrivée au lieu d'affectation, leur ignorance des menaces potentielles et leur méconnaissance des procédures relatives à la sécurité étaient alarmantes dans certaines missions, notamment au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA), à la MANUTO et à la MINUL. Par exemple, de nombreux membres du personnel de cette dernière mission ignoraient l'existence de son plan d'évacuation, ne connaissaient pas leurs gardes de sécurité et n'avaient pas été informés des procédures en matière de sécurité. À la MANUTO, 80 % des membres du personnel interrogé n'avaient pas achevé la formation de base en matière de sécurité mise au point par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies. *Le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué qu'à la suite de l'audit, la MANUTO avait pris des mesures pour faire en sorte que tous les membres du personnel se conforment à l'obligation de suivre le cours sur la sécurité dans sa totalité et que plus de 90 % d'entre eux l'avaient achevé au 4 janvier 2005.*

70. Dans d'autres missions, comme la MINUEE, le personnel n'avait pas fait preuve de maturité ni de responsabilité en examinant activement les consignes de la Section de la sécurité, qui touchaient sa sécurité personnelle. En outre, dans certains pays où il n'existait pas de phase de sécurité (par exemple au Sénégal) les responsables et le personnel n'appréciaient pas pleinement l'importance de la fonction de sécurité.

71. Des améliorations doivent également être apportées en ce qui concerne le maintien de la base de données sur les enseignements tirés pour la direction et le personnel des missions. Certaines missions n'avaient pas de base de données centralisée sur les enseignements tirés et les meilleures pratiques. Le BSCI a noté que 14 des 20 missions auditées ne disposaient pas de documents d'orientation pour l'identification des enseignements tirés et des meilleures pratiques concernant la sécurité.

72. Les conclusions ci-dessus sont analogues à celles identifiées par le Groupe d'enquête sur les responsabilités dans les défaillances du dispositif de sécurité en Iraq, qui avait indiqué dans son rapport que de nombreux fonctionnaires qui étaient présents à Bagdad au moment de l'attentat n'avaient pas reçu une formation ou une préparation suffisantes pour être déployés dans une zone de combat. Il est également évident qu'avant l'attentat, certains membres du personnel ignoraient les consignes de sécurité de base concernant les communications, les voyages et la participation aux réunions d'information. Plusieurs organismes accordaient peu d'attention aux questions de sécurité de base, comme l'achèvement du CD-ROM sur la sécurité de base et l'application des normes minimales de sécurité opérationnelle. Il était de ce fait extrêmement difficile pour le personnel du Bureau du Coordonnateur de s'acquitter de ses fonctions. Le BSCI est préoccupé par le manque de formation en matière de sécurité et la méconnaissance des procédures de sécurité dans certaines missions. Cela crée un risque grave pour le programme de sécurité des Nations Unies en général et la sécurité personnelle des fonctionnaires des Nations Unies dans les missions en particulier.

73. Dans ce contexte, le BSCI se félicite des mesures constructives proposées par le Secrétaire général dans son rapport du 11 octobre 2004 (A/59/365, par. 58)

relatives à l'établissement et la supervision d'un programme cohérent de formation continue sur les questions de sécurité pour différents types de bénéficiaires : les agents de sécurité des villes sièges et des lieux d'affectation hors siège, les responsables désignés, les équipes chargées de la sécurité, ainsi que la formation en matière de sécurité du personnel des Nations Unies en général.

## VIII. Sécurité des personnes

74. Dans certaines missions, les arrangements en matière de sécurité étaient insuffisants pour les responsables désignés comme étant « menacés » en raison de leurs responsabilités, les hauts fonctionnaires ne disposaient pas d'une unité de protection rapprochée et les gardes de sécurité n'étaient pas armés. Les arrangements en matière de sécurité physique n'étaient pas pleinement conformes à l'évaluation des menaces dans 10 lieux d'affectation. L'examen des mesures de sécurité relatives à la protection du personnel et des locaux des Nations Unies, effectué par le BSCI, a permis d'identifier les problèmes suivants dans les missions.

### A. Nécessité de renforcer la sécurité du personnel

75. *La sécurité des hauts responsables n'était pas préservée de manière adéquate.* À la MANUA, les procédures de sécurité du Groupe de protection rapprochée, composé de membres de l'armée française, n'avaient pas été harmonisées avec celles de la MANUA/Bureau du Coordonnateur, compromettant de ce fait la sécurité personnelle du Représentant spécial du Secrétaire général. L'audit a également souligné que le Représentant spécial du Secrétaire général au Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine devait d'urgence bénéficier d'une protection supplémentaire.

76. *Le personnel de sécurité des Nations Unies n'était pas armé.* Les Gouvernements marocain et algérien et le Front POLISARIO fournissent une escorte de police et assurent la sécurité au lieu d'affectation mais les agents de sécurité de la MINURSO ne sont pas armés et le Représentant spécial du Secrétaire général ne dispose pas d'un garde du corps personnel. Le Département des opérations de maintien de la paix et le Bureau du Coordonnateur doivent fournir une orientation régissant la question de savoir si les agents de sécurité des Nations Unies doivent être armés. Dans 12 missions, il n'y avait pas d'instructeur qualifié en matière pour former le personnel de sécurité au maniement des armes.

77. *Le contrôle de l'accès était inadéquat.* Dans certaines missions, les procédures de contrôle d'accès concernant l'identification, l'enregistrement et le contrôle des visiteurs devaient être améliorées. Le laxisme des contrôles d'accès a été observé à 17 des 20 lieux d'affectation audités. À la MINUEE, du fait du contrôle inadéquat des cartes d'identité, on a noté des cas d'absences non autorisées et des situations où des agents locaux qui avaient été licenciés continuaient à avoir accès aux installations et au matériel de la Mission. L'accès au bâtiment du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan par des visiteurs ayant un accès sans restriction présentait un risque car des personnes pouvaient entrer et compromettre la sécurité du personnel et des installations des Nations Unies.

## B. Nécessité d'améliorer la sécurité des locaux

78. *La sécurité des locaux des Nations Unies était inadéquatement protégée.* À Zugdidi (MONUG), aucun film de protection contre les éclats n'avait été installé sur les vitres des bureaux, non plus que dans la pièce où les observateurs militaires se réunissaient. Le contrôle de la sécurité du périmètre et de l'accès aux locaux des Nations Unies était inadéquat dans certaines missions, notamment l'UNFICYP, la FINUL et la MANUA. *Le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué que la FINUL et la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre procédaient au renforcement de la sécurité de leur périmètre et des contrôles d'accès dans l'ensemble des zones de leur mission.*

79. *Non-application des normes minimales de sécurité opérationnelle.* La zone de sécurité de 50 mètres, requise par les normes minimales, n'a pas été établie dans plusieurs missions (MINUK et MONUC). À la MINUEE, les installations centrales pour l'évacuation du personnel des Nations Unies (par exemple le Centre de communications et l'aéroport des Nations Unies à Asmara) n'ont reçu aucune amélioration en matière de sécurité.

80. *Absence de dispositifs pour la protection de la sécurité.* À l'aéroport de Soukhoumi, qui est un point d'accès important pour la MONUG, aucun dispositif à rayons X n'avait été installé à des fins de sécurité. La Mission ne disposait pas de matériel permettant de détecter les lettres piégées. *Le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué que la MONUG avait installé une machine à rayons X à l'aéroport de Soukhoumi et qu'elle installait des films de protection contre les éclats dans ses bureaux à Zugdidi, opération qui devait être achevée en février 2005. Par ailleurs, la MONUG avait prévu des crédits pour l'achat de matériel permettant de détecter les lettres piégées dans son budget pour l'exercice 2005/06.*

81. *Le quartier résidentiel n'était pas adéquatement protégé.* Seulement quatre des 60 maisons où était logé le personnel de la MANUA à Kaboul avaient été certifiées conformes aux règles minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile.

82. De l'avis du BSCI, les observations susmentionnées constituent de graves lacunes dans la sécurité physique du personnel et des locaux des Nations Unies, qui devront être comblées.

## C. Nécessité d'acheter du matériel de sécurité et de protection

83. Le BSCI a également examiné la mesure dans laquelle le matériel nécessaire à la fonction de sécurité des missions sur le terrain (à savoir : matériel de sécurité et de protection, dispositifs de sécurité, fournitures et trousse médicales, matériel de transport et de transmission) avait bien été déployé. Certaines missions étaient correctement pourvues en fournitures et dispositifs de sécurité, mais l'absence de ressources pour l'acquisition de matériel de transport et de transmission et d'autres matériels et fournitures destinés à la sécurité, ainsi que les retards apportés aux achats, constituaient les principaux problèmes rencontrés dans plusieurs missions, dont la FNUOD, l'ONUCI, l'ONUST, la MINUL et la MINUSIL. Pour le Bureau, ces difficultés entravent la capacité des missions de s'acquitter véritablement de leurs obligations en matière de sécurité.

84. À titre d'exemple, la FNUOD n'avait pas suffisamment de ressources pour se procurer le matériel nécessaire à l'évacuation sanitaire du personnel déployé dans les zones reculées. À l'ONUCI, l'acquisition d'un volume considérable de matériel de sécurité, y compris des radios, n'était pas achevée. Au moment de l'audit, la MINUL n'était encore dotée d'aucun matériel de sécurité alors même qu'elle en avait fait la demande au Département des opérations de maintien de la paix en octobre 2003. La demande de fourniture, approuvée en mai 2004 seulement, n'avait été suivie d'aucune mesure. Compte tenu du fait que la mission arrivait au dernier mois de son exercice budgétaire, des ressources avaient dû être prévues dans le budget de l'exercice suivant pour financer l'ensemble du matériel prévu sur la liste.

85. Eu égard à la phase du plan de sécurité décrétée pour chacune des missions susmentionnées, le BSCI est préoccupé par l'insuffisance des efforts déployés pour obtenir le matériel nécessaire. Les exemples ci-dessus montrent que l'administration des missions doit prendre d'urgence des mesures pour se procurer le matériel indispensable aux fonctions liées à la sécurité. Le Bureau estime que l'acquisition de matériel de sécurité peut être accélérée en recourant plus activement aux stocks stratégiques pour déploiement rapide mis en place à Brindisi (Italie) et au système des contrats-cadres.

## IX. Recommandations

86. Se fondant sur les conclusions des vérifications effectuées au cours de son audit d'ensemble du système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies sur le terrain, le BSCI formule les recommandations suivantes<sup>1</sup> :

### Recommandation 1

87. Le Secrétaire général devrait publier un document directif ou manuel regroupant toutes les directives et procédures relatives à la sécurité, dans un recueil accessible à tous les organes et organismes des Nations Unies, pour faciliter l'exécution et le suivi des programmes de gestion de la sécurité (AP2004/600/16/01) (par. 14 à 17).

88. *Le Département de la sûreté et de la sécurité, au nom du Secrétaire général, a indiqué que la recommandation avait été acceptée sur le principe. Récemment établi, sa première tâche consisterait à passer en revue et à évaluer les directives et procédures existantes et à établir un plan de travail en vue d'actualiser, d'étoffer et, le cas échéant, de consolider ces normes. Le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité n'ayant pas la capacité opérationnelle de formuler des politiques et procédures, et compte tenu des délais nécessaires au recrutement et à l'affectation de ses propres effectifs, il était peu probable que le Département entreprenne des travaux allant au-delà d'une étude préliminaire avant le dernier trimestre 2005.*

### Recommandation 2

89. Le Secrétaire général devrait faire en sorte que les rôles et les responsabilités de tous les agents appelés à exercer des fonctions de sécurité sur le terrain soient

<sup>1</sup> Les cotes entre parenthèses renvoient, d'une part, au code interne utilisé par le BSCI pour enregistrer les recommandations et, d'autre part, aux paragraphes pertinents du présent rapport.

énoncés de façon claire dans les documents relatifs aux politiques de sécurité, et que des précisions supplémentaires sur les fonctions des responsables de la sécurité soient communiquées aux missions, en tant que de besoin (AP2004/600/16/02) (par. 18 et 19).

90. *Le Département de la sûreté et de la sécurité, au nom du Secrétaire général, a accepté la recommandation, dont l'application avait commencé avec la mise à jour des dispositions relatives à l'organisation générale des responsabilités dans le système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies sur le terrain (A/57/365), ainsi que l'Assemblée générale l'avait demandé dans sa résolution 59/276.*

### **Recommandation 3**

91. Le Secrétaire général devrait veiller à ce que les responsables désignés et leurs adjoints soient nommés conformément aux dispositions relatives à l'organisation générale des responsabilités dans le système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies sur le terrain; toute l'attention voulue devrait être accordée aux ressources nécessaires aux missions dans le domaine de la sécurité et à la capacité des responsables d'exercer des fonctions liées à la sécurité (AP2004/600/16/03) (par. 20 à 22).

92. *Le Département de la sûreté et de la sécurité, au nom du Secrétaire général, a accepté la recommandation et indiqué qu'il s'agissait d'une activité à caractère continu. Il comptait travailler en collaboration étroite avec le PNUD, qui fournissait 85 % des responsables désignés, pour améliorer la sélection et la formation des intéressés.*

### **Recommandation 4**

93. Le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité et le Département des opérations de maintien de la paix devraient donner pour instructions à tous les responsables désignés et aux chefs de mission de prendre d'urgence des mesures afin d'améliorer la formation en matière de sécurité de l'ensemble du personnel des Nations Unies, à tous les niveaux, dans les lieux d'affectation, et de mieux faire connaître les arrangements relatifs à la sécurité (AP2004/600/16/04) (par. 69 à 71).

94. *Le Département de la sûreté et de la sécurité a accepté la recommandation et indiqué que les programmes de formation de base étaient en place. Il a précisé qu'il s'agissait d'une activité à caractère continu, dont l'exécution et l'évaluation seraient renforcées dès lors que le groupe chargé de la mise aux normes, de l'évaluation et du suivi aurait été créé.*

### **Recommandation 5**

95. Le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité et le Département des opérations de maintien de la paix devraient donner pour instructions aux responsables désignés et aux chefs de mission de veiller à ce que la composition et le comportement professionnel des équipes chargées de la sécurité au niveau des pays et au sein des missions soient conformes aux normes établies dans les documents pertinents de l'ONU concernant les politiques de sécurité (AP2004/600/16/05) (par. 24 à 28).

96. *Le Département de la sûreté et de la sécurité a accepté la recommandation et indiqué que les instructions et directives de base étaient en place.*

#### **Recommandation 6**

97. Le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité et le Département des opérations de maintien de la paix devraient donner pour instructions aux chefs de mission et aux responsables désignés de renforcer le système des préposés à la sécurité dans leurs lieux d'affectation respectifs et de veiller à ce que les missions tiennent constamment à jour des listes des membres du personnel (et de leurs personnes à charge, le cas échéant), indiquant les coordonnées de chacun d'entre eux et les moyens de les contacter (AP2004/600/16/06) (par. 49 à 52).

98. *Le Département de la sûreté et de la sécurité a accepté la recommandation et indiqué que les consignes et directives de base étaient en place. Il a également indiqué avoir lancé l'exécution d'un projet informatique qui devrait, à terme, aider les missions sur le terrain et le Siège à renforcer les procédures relatives aux habilitations de sécurité et au suivi des membres du personnel.*

#### **Recommandation 7**

99. Le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité et le Département des opérations de maintien de la paix devraient mettre en place un dispositif viable pour s'assurer que les plans de sécurité, pour les pays comme pour les missions, avaient été établis, mis à jour et testés, et signaler au Secrétaire général les cas de non-respect des obligations correspondantes (AP2004/600/16/07) (par. 44 à 48).

100. *Le Département de la sûreté et de la sécurité a accepté la recommandation et indiqué que les instructions et directives de base avaient été établies. Sa nouvelle structure, qui sera mise en place dans le courant de l'année 2005, devrait libérer les officiers traitants chargés des différentes régions au Siège de leurs fonctions de formation et de mise aux normes, et d'autres responsabilités, et leur permettre d'axer davantage leur attention sur l'examen des plans de sécurité établis à l'échelon des pays.*

#### **Recommandation 8**

101. Le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité et le Département des opérations de maintien de la paix devraient veiller au respect par les missions des directives et prescriptions établies pour assurer la protection rapprochée des hauts responsables des missions de rétablissement et de maintien de la paix (AP2004/600/16/08) (par. 75 à 77).

102. *Le Département de la sûreté et de la sécurité a accepté la recommandation et indiqué que l'ensemble du système des Nations Unies souffrait actuellement de graves insuffisances, en moyens humains et techniques, dans le domaine de la protection rapprochée. Il a également indiqué que le règlement de ce problème représenterait un élément important de son plan de travail. Conscient de l'urgence de la situation, il estimait néanmoins nécessaire de procéder à d'autres travaux d'analyse avant de pouvoir fixer des objectifs. En attendant, l'Organisation n'aurait*

*pas d'autre solution que de continuer à s'appuyer dans bon nombre de pays sur les accords d'assistance conclus, au cas par cas, avec les États Membres.*

#### **Recommandation 9**

103. Le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité et le Département des opérations de maintien de la paix devraient demander à tous les responsables désignés et aux chefs de mission de rendre compte des mesures prises pour améliorer la sécurité physique dans leurs zones d'opérations respectives (AP2004/600/16/09) (par. 74 à 82).

*104. Le Département de la sûreté et de la sécurité a accepté la recommandation et indiqué qu'il s'agissait d'une activité à caractère continu. La Division des services de sûreté et de sécurité, dès lors qu'elle aura été établie, devrait être chargée dans un premier temps d'examiner et d'actualiser les politiques, les procédures, les techniques et les normes relatives à la sécurité physique.*

#### **Recommandation 10**

105. Le Département des opérations de maintien de la paix devrait, lorsqu'il élabore des instructions permanentes pour les missions de maintien de la paix, tenir compte de la diversité des programmes de gestion de la sécurité, de la grande variété des opérations menées par les missions et des conditions dans lesquelles s'effectue le contrôle de la sécurité, selon que les fonctions de sécurité sont assurées par du personnel militaire ou du personnel civil (AP2004/600/16/10) (par. 30 à 33).

*106. Le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué qu'il attendait des directives du Département de la sûreté et de la sécurité pour élaborer des instructions permanentes tenant compte de la diversité des programmes de gestion de la sécurité et de la grande variété des opérations menées par les missions, sur la base des séries d'instructions couramment appliquées par le Bureau du Coordonnateur pour les questions de sécurité en ce qui concerne les institutions, fonds et programmes des Nations Unies.*

#### **Recommandation 11**

107. Le Département des opérations de maintien de la paix devrait réviser les documents pertinents concernant les politiques de sécurité afin d'y énoncer les objectifs et le mandat des équipes de gestion de la sécurité créées à l'échelon des missions et la nécessité de coordonner leurs efforts avec les équipes mises en place à l'échelon des pays (AP2004/600/16/11) (par. 29).

*108. Le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué qu'il appuierait le Département de la sûreté et de la sécurité dans ses activités visant à simplifier la coordination entre les diverses parties intéressées au niveau national.*

#### **Recommandation 12**

109. Le Département des opérations de maintien de la paix devrait veiller à mettre en place des filières de remontée de l'information et des mécanismes de responsabilité qui soient appropriés pour les questions de sécurité dans les missions sur le terrain (AP2004/600/16/12) (par. 35, 37 et 38).

110. *Le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué que la création du Département de la sûreté et de la sécurité et le rapport que le Secrétaire général devait présenter à l'Assemblée générale à sa soixantième session, sur un cadre général des responsabilités en matière de gestion de la sécurité couvrant l'ensemble du système des Nations Unies, devraient permettre de mettre en place de nouveaux mécanismes concernant la remontée de l'information et la définition des responsabilités; il était toutefois encore trop tôt pour évaluer la nature et l'étendue des changements.*

### **Recommandation 13**

111. Le Département des opérations de maintien de la paix devrait examiner les pratiques actuelle de recrutement des chefs de la sécurité, revoir le classement des postes afin de tenir compte des responsabilités effectivement assumées par les titulaires et réévaluer le grade auquel les agents de sécurité sont nommés (AP2004/600/16/13) (par. 36).

112. *Le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué que, comme c'était déjà le cas avec le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité, le Département de la sûreté et de la sécurité jouerait un rôle essentiel dans la définition des obligations et des normes ainsi que dans le processus de sélection et de recrutement de tout le personnel de sécurité affecté à des opérations de maintien de la paix. En outre, il était conscient des difficultés rencontrées pour recruter rapidement du personnel qualifié et expérimenté et, afin de faire face à l'augmentation des besoins concernant les opérations de maintien de la paix existantes, élargies ou nouvelles, il tenait à jour un fichier de candidats pour tous les niveaux de poste touchant la sécurité, en consultation étroite avec le Bureau du Coordonnateur.*

### **Recommandation 14**

113. Le Département des opérations de maintien de la paix devrait publier à l'intention des missions de maintien de la paix une directive les contraignant à utiliser les normes minimales de sécurité opérationnelle, mises au point par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité, pour exécuter leurs programmes respectifs de gestion de la sécurité (AP2004/600/16/14) (par. 26 et 58).

114. *Le Département des opérations de maintien de la paix a fait savoir qu'il mettait au point, en coordination avec le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité, la version définitive d'un projet de normes minimales de sécurité opérationnelle pour les opérations de maintien de la paix qui s'appliqueraient expressément aux missions. Il a également indiqué que, bien qu'il comprenne que le Département de la sûreté et de la sécurité sera chargé à l'avenir d'élaborer les normes de sécurité auxquelles le personnel civil devrait se conformer dans les opérations de maintien de la paix et de veiller à leur bonne application, il comptait publier ses propres normes minimales à titre intérimaire.*

### **Recommandation 15**

115. Le Département des opérations de maintien de la paix devrait demander au Contrôleur d'établir dans le budget des opérations de maintien de la paix des rubriques distinctes pour les fonctions de sécurité, afin de faciliter la planification et



le suivi des dépenses liées aux opérations correspondantes (AP2004/600/16/15) (par. 60 à 62).

116. *Le Département des opérations de maintien de la paix a accepté la recommandation et indiqué qu'il aborderait la question avec le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité.*

#### **Recommandation 16**

117. Le Département des opérations de maintien de la paix devrait examiner les obstacles qui entravent le recrutement aux postes de sécurité et prendre des mesures immédiates pour pourvoir les postes vacants (AP2004/600/16/16) (par. 59, 63 et 64).

118. *Le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué que, pour faciliter le suivi du recrutement par l'agent de liaison pour les questions de sécurité, le Service de la gestion du personnel devait désormais communiquer tous les mois à ce dernier des données à jour sur le recrutement de fonctionnaires internationaux, quel qu'en soit le grade, à des postes de sécurité. En outre, des efforts analogues étaient en cours pour faire en sorte que les chefs de la sécurité des missions communiquent tous les mois la liste de leur personnel de sécurité à l'agent de liaison. Le Département a toutefois souligné que le succès à long terme de sa stratégie de recrutement et d'affectations dépendrait de la capacité du Département de la sûreté et de la sécurité de reprendre à son compte les responsabilités assumées par les deux fonctionnaires de ses services chargés temporairement d'appuyer ces activités. Il a également indiqué que, cet arrangement prenant fin dans un mois, l'entière responsabilité de la gestion courante de son personnel de sécurité sur le terrain, et les conseils qui devaient lui être apportés, reviendrait dorénavant au Département de la sûreté et de la sécurité.*

#### **Recommandation 17**

119. Le Département des opérations de maintien de la paix devrait, en conjonction avec le Service des achats, rationaliser la procédure d'achat du matériel de sécurité essentiel, tels les dispositifs de protection, les fournitures et les troussees médicales et le matériel de transmission (AP2004/600/16/17) (par. 76 et 77).

120. *Le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué qu'un examen en deux étapes de toutes les opérations de maintien de la paix avait été effectué en vue de définir les moyens de renforcer la gestion de la sécurité dans les opérations de maintien de la paix, y compris en ce qui concerne l'achat du matériel de sécurité essentiel. Il a ajouté qu'il avait retenu la formule des contrats-cadres pour se procurer les articles nécessaires.*

#### **Recommandation 18**

121. Le Département des opérations de maintien de la paix devrait veiller à ce que les stocks stratégiques mis en place à Brindisi (Italie) comprennent du matériel de sécurité essentiel pouvant être déployé rapidement aux nouvelles missions (AP2004/600/16/18) (par. 83).

122. *Le Département des opérations de maintien de la paix a indiqué qu'il avait revu la composition des stocks stratégiques pour déploiement rapide en juillet 2004 afin de tenir compte de l'évolution de la sécurité dans le monde, des besoins opérationnels des activités de maintien de la paix, des avancées technologiques, de*

*l'arrêt de la fabrication de certains produits et des conditions du marché. Il a également indiqué que la composition des stocks serait réexaminée tous les ans pour s'assurer que les articles entreposés pour le déploiement rapide étaient constamment mis à jour et répondaient à l'évolution des besoins. Par ailleurs, il avait dressé une liste de matériels de sécurité qui, une fois approuvée par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité, contribuerait à déterminer la composition des stocks stratégiques.*

#### **Recommandation 19**

123. Le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité devrait s'assurer que les responsables désignés prennent des mesures en vue d'améliorer la coordination à l'échelon des pays et à l'intérieur des missions et de renforcer les contacts et la coopération avec les gouvernements hôtes et les forces militaires extérieures (AP2004/600/16/19) (par. 39 à 42).

*124. Le Département de la sûreté et de la sécurité a accepté la recommandation et indiqué que les instructions et les directives de base étaient en place. Il a ajouté que les officiers traitants chargés des différentes régions au Siège (que la mise en place complète de sa nouvelle structure allait libérer d'autres fonctions), pourraient suivre de façon plus soutenue et ciblée les dispositions prises pour gérer la sécurité dans tel ou tel pays.*

#### **Recommandation 20**

125. Le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité devrait préciser les pouvoirs et les mécanismes concernant la déclaration et la modification des phases du plan de sécurité (AP2004/600/16/20) (par. 20 et 53 à 57).

*126. Le Département de la sûreté et de la sécurité a accepté en partie la recommandation et indiqué que les critères, les pouvoirs et les mécanismes concernant la déclaration et la modification des phases du plan de sécurité étaient définis dans le Manuel relatif à la sécurité sur le terrain. Il a également indiqué que la principale difficulté tenait au fait que le Siège n'avait pas la capacité d'examiner régulièrement les phases du plan de sécurité afin de s'assurer qu'elles continuaient de correspondre aux activités (et aux menaces et risques associés) de la présence des Nations Unies, ainsi qu'à celles de chacun de ses différents éléments, dans tous les pays.*

Le Secrétaire général adjoint  
aux services de contrôle interne  
(Signé) Dileep Nair